

Innovations en Afrique

Il y a dix ans, le magazine *The Economist* avait déclaré que l'Afrique était « le continent sans espoir ». Aujourd'hui, le même journal tient un autre discours fondé sur les prévisions de la Banque mondiale selon lesquelles les taux de croissance qui seront enregistrés par l'économie des pays d'Afrique subsaharienne seront deux fois supérieurs à ceux des pays d'Europe. Cela se passe dans le contexte d'une grave et longue récession en Amérique du nord et en Europe, et d'une prise de conscience de plus en plus grande que les épicycles du développement sont en train de se déplacer vers l'Est et le Sud. Aujourd'hui, mes réflexions porteront sur ce que cela pourrait signifier pour certains aspects d'une petite portion d'innovation. Les qualificatifs sont délibérément choisis ; ils font des prévisions prétentieuses sur l'avenir, dans un monde complexe et interdépendant.

Mon argumentation se fera en trois parties. Premièrement, la croissance économique durable dépend d'une multitude de « chemins d'innovation » plutôt que d'évènements discrets ou spectaculaires. Deuxièmement, l'innovation, la croissance économique ou les marchés n'ont rien de fondamentalement éthique, et l'enrichissement vient du contexte organisationnel. Troisièmement, le « Tiers-Secteur » – ONG, Organismes de la société civile, Fiducies, etc. intervenant dans l'espace entre le secteur privé et le secteur public, a un rôle clé à jouer.

Un exemple évocateur de ce changement de forces et d'opportunités est le cinéma et le nouveau livre merveilleux de Manthia Diawara intitulé *African Film: New Forms of Aesthetics and Politics* publié au début de l'année. Je l'ai lu à Manchester tout en pensant à ce que j'allais dire à Dakar. Diawara qui est né au Mali a écrit depuis New York en pensant à ce qu'il allait dire du cinéma africain à Berlin. Le fil conducteur de son essai est que l'Europe s'est appropriée le cinéma mondial - y compris le cinéma africain - et s'en sert comme arme dans sa guerre culturelle contre Hollywood. En valorisant le cinéma africain, les producteurs français (principaux sujets de l'œuvre de Diawara) ont continué de s'approprier la créativité et l'imagination des Africains. Au lieu de

Martin Hall
Salford University
Royaume Uni

cela, Diawara demande la reconnaissance de la « valeur et la spécificité du cinéma africain non seulement en termes contemporains et esthétiques, mais aussi du point de vue des visions du monde d'un continent qui a été longtemps réduit au silence ». Il met l'accent sur « la valeur de l'appropriation par les africains de leur propre esthétique et vision du monde dans le cinéma... un dialogue de partenariat fondé sur l'égalité entre le Nord et le Sud » (Diawara 2010:73). Je reviendrai sur l'analyse que Diawara a faite des tendances actuelles de l'industrie cinématographique africaine.

Le cinéma amène à s'intéresser à la question de la croissance et du développement économiques d'une autre façon utile. La production cinématographique, à l'instar des autres produits et services numériques, tire des profits des coûts marginaux de la reproduction et de la distribution. Le principal investissement qui est souvent très substantiel est l'investissement initial, et le rendement dépend de la vente d'accès à un catalogue de matériel pouvant être distribué à très bas prix sur DVD (ou, de plus en plus, en ligne). Cela s'applique tout autant aux vieilles superproductions hollywoodiennes qu'aux œuvres musicales et aux matériels didactiques destinés aux universités. Le modèle économique a peut-être été mieux peaufiné par Disney Corporation qui veille impitoyablement sur le respect de ses droits d'auteur, traquant quiconque reproduit le sempiternel Mickey Mouse sans payer de redevance. Les critiques de Diawara s'adressent à un avenir du cinéma en Afrique dans lequel les vieux succès américains ou européens submergent les opportunités offertes aux producteurs et réalisateurs Africains.

En fait, une vision fortement promue pour l'ère post-désespoir de l'Afrique est exactement celle d'une mer infinie de nouveaux consommateurs. Ce paradigme a connu une grande popularité dans des

livres comme *The Fortune at the Bottom of the Pyramid* de CK Prahalad, (2004) et *Capitalism at the Crossroads: the Unlimited Business Opportunities in Solving the World's Most Difficult Problems* de Stuart Hart (2005). Prahalad, Hart et d'autres ont fait remarquer qu'au tournant du millénaire, de grandes sociétés, souvent transnationales, semblaient avoir saturé leurs marchés de produits et services en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. Cependant, un très grand nombre de personnes, près d'un milliard théoriquement, se trouvaient en dehors des marchés de consommation établis. Si les entreprises pouvaient changer leurs stratégies de marketing, elles pourraient pénétrer ces nouveaux marchés et emprunter sans danger les « carrefours » qui se présentaient devant le capitalisme.

Les exemples qu'on se plaît le plus à citer sont le reconditionnement de détergents en dosettes et l'utilisation d'un grand nombre de femmes entrepreneurs pour les vendre dans des villages ruraux, l'ouverture de nouveaux marchés de téléphones cellulaires, et l'élaboration de nouveaux modèles pour la vente et le financement de matériaux de construction. Un enthousiasme pareil pour le microcrédit incarné le mieux par la Grameen Bank de Mohammed Yunus, a suggéré des moyens qui permettraient de financer ces nouveaux consommateurs. Et bien qu'il soit porté sur le genre, Diawara montre comment les films de Nollywood favorisent ces formes de consumérisme : « L'un des principaux objectifs de Nollywood est de faire apparaître dans les films l'intégralité des objets de consommation que le spectateur désire. Ainsi, Nollywood permet aux nigériens d'entrer dans le système de consommation capitaliste et élimine la différence entre l'Occident et l'Afrique ».

Il est évident que l'enthousiasme pour le Bas de la pyramide a été suscité par la croyance répandue selon laquelle les cycles économiques appartenaient au passé et que le nouveau millénaire serait caractérisé par une croissance sans fin - un rêve qui a été brisé par l'effondrement des marchés financiers mondiaux en 2008. Cependant, il y a eu des critiques perspicaces à l'époque contre la précarité

foncière d'un modèle basé sur l'hypothèse selon laquelle le développement économique pouvait être tiré uniquement par la consommation. Par exemple, Aneel Karnani a décrit le modèle de la Base de la Pyramide comme étant « au mieux une illusion inoffensive et potentiellement une illusion dangereuse ». Si le lien entre les micro-emballages de détergents et les films comme *Blood Diamonds* peut paraître surprenant, Karnani, Diawara et les autres montrent qu'une image de l'avenir post-désespoir de l'Afrique est un énorme hypermarché à bas prix permettant des volumes record de ventes de produits et de services.

Cela nous amène à la question de l'innovation. Dans le monde au Bas de la Pyramide, l'innovation s'est produite dans le Nord. L'Afrique était sans espoir car elle ne dispose pas de capacité de consommation.

Mais qu'est-ce que l'innovation ? Ce terme, à l'instar de nombreux autres concepts-clés, présente le paradoxe suivant : dès l'instant où son importance est reconnue, il semble perdre de sa signification. La raison en est que les concepts importants font souvent l'objet d'emploi excessif, au point d'être les signifiants de pratiquement tout et par conséquent, de presque rien. Restons donc dans la simplicité : l'innovation consiste à transformer des idées en des résultats utiles. L'innovation est un chemin et non un événement. Elle comprend la Big science - les voyages dans l'espace, le génome humain, les technologies numériques - mais également de petites choses comme les trombones et les stylos bille. Beaucoup plus souvent, l'innovation durable est le résultat des effets cumulés de la mise en œuvre de petites idées utiles pendant une période relativement longue.

L'importance et le potentiel de ce que l'on pourrait peut-être appeler « l'innovation incrémentale » étaient évidents dans la première série de propositions faites au tout-nouveau Fonds de recherche sur le climat d'investissements et l'environnement des affaires. Ce fut pour moi un privilège et une occasion particulière d'être invité à participer à l'octroi de la première série de subventions quand nous nous sommes rencontrés à Dakar en janvier 2007. En effet, bien qu'un grand nombre de rapports ait été écrit sur le développement et les opportunités en Afrique, il continue d'y avoir très peu de collections d'études de cas sur ce qui s'est passé, ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

Le projet CIEA appuyait les œuvres qui étaient supposées améliorer les opportunités d'investissement et d'affaires en Afrique, en d'autres termes, promouvoir les conditions favorables à l'innovation qui est la force motrice de la croissance économique. Près de 250 demandes sont venues d'un grand nombre de pays francophones et anglophones, démontrant ainsi nettement que beaucoup y pensaient déjà. Nombre de ces projets pouvaient être décrits comme étant des « chemins d'innovation » clairs.

Par exemple, au Bénin et au Nigeria, la mauvaise qualité des stocks de semences a été identifiée comme un facteur limitatif crucial de la productivité des petites exploitations en zones semi-urbaines. Cette situation a été aggravée par la faiblesse des liens entre les importateurs et distributeurs du secteur privé et les infrastructures publiques inadéquates. En Ouganda, l'industrie des pêches est en plein essor, avec des investissements à l'intérieur du pays sur une période de dix ans (jusqu'en 2005) estimés à 10 millions de dollars et l'augmentation des exportations de 4 751 tonnes (soit une valeur estimative de 5,3 millions de dollars) en 1991, à 36 600 tonnes (143 millions de dollars) en 2005. Les exportations du secteur des pêches représentent actuellement près de 12 pour cent du PIB de l'Ouganda. Les activités de pêche et de transformation des produits de la pêche occupent environ un million de personnes. Cependant, malgré la valeur accrue de l'industrie de la pêche et de meilleures politiques gouvernementales en la matière, la plupart de ces personnes vit au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté. La recherche financée par le Fonds CIEA devait étudier de près l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement pour déterminer pourquoi le succès de cette industrie d'exportation ne se traduit pas par le développement durable.

Au Cameroun, la fourniture d'électricité a été privatisée en 2001 et des chercheurs de l'Université de Yaoundé mènent des études pour déterminer si cette privatisation favorise le développement économique qui était le but recherché. Au Mali, au Ghana, en Tanzanie, au Sénégal et en Zambie, l'Initiative des Nations Unies pour la promotion des entreprises énergétiques en milieu rural encourage et soutient les technologies et services énergétiques propres ; le projet CIEA a réalisé des études pour déterminer en quoi cela a profité aux usagers en zones rurales et périurbaines. Ces projets mettent l'accent sur l'in-

novation en matière de produits (nouvelles variétés de semences, technologies de pêche, production d'énergie) tout en reconnaissant l'importance de l'innovation portant sur les procédés (systèmes de marketing et de distribution, chaînes d'approvisionnement, ventes et distribution d'énergie). Ils ont en commun le besoin de politiques publiques innovantes qui relient des moyens de subsistance à petite échelle en milieu rural et périurbain aux grandes entreprises à succès comme la fourniture d'électricité, l'agriculture commerciale et la production et l'exportation de poissons.

Cependant, le cas des industries de pêche ougandaises est là pour nous rappeler que ni les mesures de la croissance économique comme le Produit intérieur brut, ni le concept et les pratiques d'innovation ne sont fondamentalement anodins. Pour le journal *The Economist*, les prévisions de la Banque mondiale selon lesquelles le PIB des pays d'Afrique sub-saharienne augmentera de 5,1 pour cent en 2011 (contre 1,3 pour cent pour les pays européens) signalent un déplacement du centre de gravité économique. Cependant, ce changement n'est pas en soi un signe de développement économique durable et à large base, étant donné qu'en tant que mesure, le PIB ne fait qu'ajouter tous les produits et services achetés et vendus, quelle que soit leur nature. Le succès enregistré dans les exportations du secteur des pêches en Ouganda est une très bonne chose pour le PIB du pays. Toutefois, les quelque un million de personnes travaillant dans les activités de pêche et de transformation des produits halieutiques n'en ont pas tiré grand profit par le passé. Comme tout le monde le sait, la marée noire causée par l'Exxon Valdez en 1989 a été lourde de conséquences pour l'environnement et les moyens d'existence en Alaska, mais elle a favorisé l'augmentation du PIB aux Etats-Unis du fait des dépenses liées aux produits et services nécessaires pour réparer les dégâts. Cette année encore, la catastrophe du Deepwater Horizon pourrait bien avoir les mêmes effets.

La plupart des livres traitant de l'innovation présentent ce concept comme une composante clé de la créativité et de l'entrepreneuriat. Mais encore une fois, l'innovation n'est pas fondamentalement bénéfique. Par exemple, les franchises de restauration rapide ont fait preuve d'une grande capacité d'innovation en développant des produits bon marché riches

en glucides et en graisses insaturées, qui sont commercialisés à l'aide de campagnes de promotion soigneusement étudiées et originales. Leur succès a fait beaucoup d'émules ; par exemple, un fabricant de plats à emporter non loin de chez moi propose des barres de chocolat enrobées de panure et frites qui ont beaucoup de succès. Cependant, ces pratiques commerciales réussies représentent une lourde charge pour les systèmes de santé publique et réduisent l'espérance de vie des populations, d'où la nécessité pour les services de santé de faire preuve à leur tour d'innovation efficace. Même les criminels innovent. Auschwitz était un modèle d'innovation tant en termes de produits que de procédure.

Ce n'est pas un hasard si les approches de la Base de la Pyramide ont suscité un engouement au plus fort de l'argumentation contre le rôle de l'état. L'argument formulé explicitement - était que l'Etat a failli partout dans les pays en développement et qu'il doit réduire son rôle au profit des multinationales qui sont en pleine concurrence pour des parts de marché, pour le plus grand bien du nouveau segment de consommateurs que constitue le « milliard de personnes au bas de la pyramide ». Si cette idée semble tout à fait dépassée aujourd'hui, elle représentait un point de vue orthodoxe il y a moins de cinq ans, ce qui est consternant. Et bien entendu, il n'y a non plus rien d'inoffensif concernant le marché. Suite à la crise bancaire de 2008 et à l'effondrement des marchés immobiliers, d'importants volumes d'investissement spéculatif ont été réorientés vers les instruments dérivés sur produits de base, y compris les disponibilités alimentaires mondiales. Il est de plus en plus évident que cette spéculation avait contribué à l'augmentation rapide des prix des denrées alimentaires, avec des conséquences désastreuses dans les pays les plus pauvres. Le World Development Movement estime qu'en 2008, les spéculateurs détenaient des positions longues (dont les rendements financiers dépendent des augmentations des prix pour leur remboursement) sur 65 pour cent et 68 pour cent des marchés mondiaux d'approvisionnement de maïs et de soja, respectivement, et 80 pour cent de la production mondiale de blé. Comme le dit Jayati Ghosh, Professeur d'Economie à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi, « à partir de la fin de l'année 2006 à peu près, beaucoup d'établissements financiers – banques, fonds spéculatifs

et autres – se sont rendu compte qu'il n'y avait plus grand bénéfice à tirer du marché du logement aux Etats-Unis et se sont mis à la recherche de nouvelles possibilités d'investissement. Les produits de base – denrées alimentaires, minerais, or, pétrole – étaient parmi les plus recherchés. Ainsi, les investissements financiers dans ces activités se sont accrus, entraînant l'augmentation des prix. Et naturellement, dès que les prix grimpent un petit peu, d'autres investisseurs trouvent de plus en plus avantageux de faire des placements. Par conséquent, on est passé d'un filet d'eau à la fin de l'année 2006 à une inondation au début de l'année 2007 » (cité dans « The Great Hunger Lottery », *World Development Movement*, 2010).

Ainsi, les mesures de la croissance économique comme le PIB, les processus d'innovation et le marché sont amoraux au vrai sens du terme. En tant que concepts, ils n'intègrent pas de position ou d'objectif éthique spécifique. Toute orientation éthique qu'ils peuvent leur serait conférée uniquement par le contexte dans lequel ils sont utilisés. Par exemple, un gouvernement peut avoir pour position de principe que le PIB doit présenter des avantages globaux et durables (une position que cherchait à faire valoir le projet CIEA d'appui à l'industrie des pêches en Ouganda). Les chemins d'innovation peuvent tendre vers un bien commun, par exemple des stocks de semences améliorées pour les petits agriculteurs. Les marchés peuvent être règlementés afin de limiter les effets pervers, comme le préconise le World Development Movement pour les produits dérivés des denrées alimentaires.

Faire cette distinction plutôt évidente entre les instruments et leur contexte attire l'attention sur le rôle joué par les institutions et, plus particulièrement, par ce qui est communément appelé aujourd'hui le Tiers secteur, c'est-à-dire les organisations qui servent d'intermédiaires entre et interagissent avec les secteurs privé et public. Pour le cinéma en Afrique, le FESPACO (Festival panafricain du cinéma qui se tient à Ouagadougou, au Burkina Faso) peut être considéré comme appartenant à ce Tiers secteur. En utilisant le concept d'habitus de Pierre Bourdieu, Diawara montre comment les différents genres cinématographiques sont apparus et sont modelés, ici, autour de l'influence majeure d'Ousmane Sembène. S'agissant du Fonds de Recherche CIEA, TrustAfrica peut être considérée comme

l'organisation du Tiers secteur dont l'objectif principal est de créer les conditions qu'il faut pour la démocratie, la mise en valeur des ressources africaines et la promotion de l'entreprise, pour une prospérité largement partagée. Quant aux projets financés par le CIEA, ils sont tous généralement basés dans les universités, les instituts de recherche ou organisations assimilées qui valident et font la promotion des œuvres grâce à leur réputation, leurs ressources et aux structures de gouvernance. Ce réseau d'organisations étroitement liées doit jouer un rôle clé pour garantir la valeur des résultats des chemins d'innovation qui sont la force motrice du développement économique.

Le rôle du contexte dans l'innovation efficace a été manifeste au cours des quatre décennies d'existence du BRAC qui est l'une des organisations du Tiers secteur les plus grandes et les plus efficaces au monde. Créé en 1971, le BRAC, Bangladesh Rehabilitation Assistance Committee, ou Comité d'aide à la réhabilitation du Bangladesh (rebaptisé l'année suivante Bangladesh Rural Advancement Committee, Comité pour le développement rural du Bangladesh) a démarré ses activités en Tanzanie et en Ouganda en 2006, puis au Sud-Soudan en 2007. Cette organisation a lancé des programmes de microfinance, d'éducation et de santé qui soutiennent et rendent possibles les innovations dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'aviculture ; elle envisage en outre de mener des activités dans près de quinze pays d'Afrique subsaharienne. L'approche du BRAC consiste à mettre en place les conditions nécessaires à l'innovation efficace, à travers des programmes éducatifs qui permettent aux populations de se servir de la microfinance de façon efficace dans l'adoption et la poursuite de l'innovation.

Des cas enregistrés au Bangladesh sur le long terme ont prouvé comment les chemins de l'innovation peuvent être construits progressivement, en offrant aux populations des marges économiques faibles mais cruciales qui permettent d'autres investissements dans le développement. Il s'agit ici par exemple du chemin construit depuis vingt ans par des actions cumulées qui ont permis le développement d'industries de volaille et de maïs au Bangladesh. En travaillant avec les communautés villageoises les plus démunies pour trouver des moyens

viables qui permettraient d'allier la microfinance à la production alimentaire qui générerait des excédents peu importants mais constants, il est apparu clairement que la production de volailles pouvait être améliorée. De 1975 à 1978, l'expérimentation avec des espèces de poulets issus de croisements et des œufs et poussins à haut rendement importés a connu plusieurs échecs à cause de l'environnement local, des maladies et de la mauvaise qualité des aliments. Cette première phase de consultation, de recherche et de réflexion a produit une ferme avicole pour l'élevage d'une espèce adaptée aux besoins du Bangladesh et un programme de vaccination pour lutter contre les maladies.

En 1979, le BRAC avait mis en place une industrie de la volaille petite, mais complète, dotée d'une ferme modèle, de formateurs, de vaccins, de disponibilités en poules, coqs et œufs fertiles, ainsi que d'un système de microfinance pour favoriser l'expansion à travers des réseaux de villages ruraux. Toutefois, cette première série d'innovations a soulevé d'autres obstacles. Le mauvais état des routes et donc la lenteur des déplacements endommageaient les œufs et vouaient les incubations à l'échec. Cet obstacle a été surmonté grâce à la formation des membres d'un réseau de spécialistes de l'élevage de poussins et à la mise en place d'un réseau de transport spécial. Cependant, alors que la production de volaille améliorée commençait à s'étendre à travers les réseaux villageois, les stocks d'aliments pour volaille se sont avérés inadéquats. Ce qui a poussé à mettre en place la série d'innovations suivante : l'expérimentation et la mise au point de nouvelles lignées de maïs, le développement de la production de maïs commercial, ainsi que la formation et le financement de marchands d'aliments pour volaille. En 1991, le BRAC avait formé et financé 95 marchands d'aliments pour volaille et 11 000 éleveurs de poussins qui ont fourni 750 000 poussins à haut rendement à 3 500 villages. Ils ont reçu l'appui de quelque 9 000 vaccinateurs qualifiés qui ont vacciné 12,6 millions de poussins et d'oiseaux matures au cours de cette année. Près de quinze ans après son lancement, plus de 200 000 femmes ont participé au programme d'aviculture qui a bénéficié de 8 millions de dollars de microfinance.

Partant de cette plateforme d'engagements diversifiés, le BRAC s'est lancé dans la mise en place de maïs commercial

et d'une industrie meunière qui génère des revenus permettant de réduire la dépendance à l'égard du financement de l'aide internationale.

L'histoire de l'aviculture au Bangladesh montre un grand nombre d'idées, d'expériences, d'échecs et de possibles succès sur plus de quinze ans. Le germe de ce chemin d'innovation se trouvait dans ce que les habitants des villages les plus marginalisés sur le plan économique savaient déjà – qu'ils ne pouvaient pas augmenter les rendements des ressources existantes dans les situations de contraintes qu'ils vivaient. Par ailleurs, le rôle que joue l'organisation, en l'occurrence le BRAC, en apportant des orientations et ce que l'on peut appeler les avantages du réseau, est primordial. Le résultat de ce chemin d'innovation est une économie de marché viable d'œufs, de volaille et de maïs, un développement économique à large échelle et une contribution non négligeable au PIB du Bangladesh à travers la production commerciale. À bien des égards, les activités soutenues par le CIEA en Ouganda cherchent à inverser la tendance qui prévaut dans l'industrie des pêches pour réaliser des avantages du développement similaire à ceux du secteur avicole au Bangladesh. Pour mieux discerner les conditions d'une réussite plus profonde et plus durable, il faut davantage d'études de cas de ce genre qui vont au-delà des titres faciles à la va-vite et de leur supposition.

Passer du film à Berlin et à Ouagadougou à la pêche en Ouganda et à l'aviculture en milieu rural au Bangladesh fut une longue chaîne d'associations, peut-être fragile. Ce que j'espère avoir démontré, c'est que l'innovation efficace est souvent une longue série de petits progrès qui, ensemble, constituent un chemin ; que les affirmations spectaculaires n'ont que peu de valeur réelle, qu'il s'agisse de nouveaux paradigmes comme le Bas de la Pyramide ou des rejets sommaires de tout un continent par le magazine *The Economist* ; et que l'objet et l'orientation, l'éthique, découle du contexte dans lequel évoluent les organisations, que ce soit le secteur étatique ou le Tiers secteur.

Il est établi que l'étude du cinéma africain par Manthia Diawara est construite comme un récit de voyage, qui va de New York au Burkina Faso, à Berlin, et du Ghana au Nigeria en empruntant la route. Pour Diawara, la clé de l'avenir du cinéma africain se trouve dans la lutte qu'il mène pour rompre le monopole de l'Occident «

en volant à Hollywood le star system, le style vestimentaire, la musique ; en faisant le remake de westerns ; et en s'appropriant le caméscope numérique en tant qu'instrument pour raconter des contes africains. Dans une certaine mesure, Nollywood est la copie d'une copie devenue l'original grâce à son adoption par les spectateurs ». Le corollaire de la rupture des monopoles existants sur cette innovation et sur toute autre forme d'innovation consistera à se départir de l'hypothèse d'une « Afrique » unitaire qu'on pouvait éliminer par un seul mot il y a de cela une décennie – « désespérée » – puis réhabiliter dix ans plus tard par un seul revirement éditorial.

Bibliographie

- Bowles, S., S. Durlauf, et al., eds., 2006, *Poverty Traps*, Princeton: Princeton University Press.
- BRAC, www.brac.net/international.htm
- Diawara, Manthia, 2010, *African Film: New Forms of Aesthetics and Politics*, Munich: Prestel Verlag.
- Economist, 2010, 'New Masters of Management: Pervasive Innovation Adds Up to a New Management Paradigm', *A special report on innovation in emerging markets*, 15 April.
- Hart, S., 2005, *Capitalism at the Crossroads: The Unlimited Business Opportunities in Solving the World's most Difficult Problems*, New Jersey: Wharton School Publishing.
- Karnani, A., 2006, 'Mirage at the Bottom of the Pyramid: How the Private Sector Can Help Alleviate Poverty', *William Davidson Institute Working Paper 835*, Ann Arbor: University of Michigan.
- Prahalad, C.K., 2004, *The Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty Through Profits*, New York: Wharton School Publishing.
- Sachs, J.D., McArthur, J.W. et al., 2004. 'Ending Africa's Poverty Trap', *Brookings Papers on Economic Activity* 1: 117-240.
- Sen, A., 1999, *Development as Freedom*, New York: Anchor Books.
- Smillie, Ian, 2009, *Freedom from Want: The Remarkable Success Story of BRAC, the Global Grassroots Organization that's Winning the Fight against Poverty*, Sterling: Kumarian Press.
- TrustAfrica, www.trustafrica.org
- World Bank, *Global Economic Prospects: The Global Outlook in Summary*, 2008-2012 www.worldbank.org.
- World Development Movement, 2010, *The Great Hunger Lottery: How Banking Speculation Causes Food Crises*, London: World Development Movement. www.wdm.org.uk